

# **Branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile**

**Avenant rectificatif à l'avenant n°6 à l'annexe 6 relative aux salaires minima conventionnels applicables aux salariés du particulier employeur du 17 mai 2023(étendu par arrêté du 25 juillet 2023)**

## **PREAMBULE – Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet de corriger deux erreurs matérielles relevées dans l'avenant n°6 à l'annexe 6 relative aux salaires minima conventionnels applicables aux salariés du particulier employeur du 17 mai 2023, étendu par arrêté du 25 juillet 2023.

## **Article 1 – Champ d'application**

---

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des particuliers employeurs et des salariés relevant du champ d'application professionnel et géographique de la convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile du 15 mars 2021, quel que soit l'emploi occupé.

Il est par ailleurs souligné que la spécificité des activités couvertes, et plus particulièrement l'exclusion de toute entreprise de son champ d'application, rend singulière la convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile. Dès lors, les dispositions de l'article L.2261-23-1 du code du travail, relatif aux entreprises de moins de cinquante salariés, ne sont pas applicables au présent avenant.

## **Article 2 – Modifications apportées à l'avenant n°6 à l'annexe 6 relative aux salaires minima conventionnels applicables aux salariés du particulier employeur du 17 mai 2023**

---

A l'article 1 « Salaires minima conventionnels bruts », dans la dernière colonne du tableau, intitulée « Salaire mensuel brut incluant la majoration pour certification professionnelle de branche(174 heures) »,

- La ligne niveau III : 2 115,84 € est remplacée par 2 162,82 €
- La ligne niveau IV : 2 162,82 € est remplacée par 2 197,62 €

## **Article 3 – Durée et entrée en vigueur**

---

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant fait l'objet d'un dépôt dans les conditions habituelles. Les parties signataires du présent avenant conviennent d'en demander l'extension conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Il entre en vigueur au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'avis d'extension le concernant est publié au journal officiel.

#### **Article 4 – Révision et dénonciation**

---

Le présent avenant peut être révisé et dénoncé dans les conditions prévues par les articles 5 et 6 de la convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile.

Fait à Paris, le 16 octobre 2023,

**La Fédération des Particuliers Employeurs de France (FEPEM)**

**La Fédération des Services (CFDT)**

**La Fédération CGT du commerce et des services (CGT)**

**La Confédération des Salariés du particulier employeur, d'Assistants Familiaux et d'Assistants Maternels (CSAFAM)**

**La Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes Force Ouvrière (F. G. T. A. - F. O.)**

**Le Syndicat professionnel des assistants maternels et assistants familiaux (SPAMAF)**

**L'Union nationale des syndicats autonomes – FESSAD (UNSA)**